



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
de la **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

jqsi.qc.ca



QOQCI
Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

Relations
internationales
et Francophonie
Québec



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET COUVERTURE MÉDIATIQUE : ENJEUX ET DÉFIS

Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI)

Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) ont lieu chaque année en novembre dans douze régions du Québec. Pour la 20^e édition, les organismes de solidarité et de coopération internationales (OCI) qui les organisent posent une question importante à la population québécoise :

QUELS RÔLES JOUENT LES MÉDIAS DANS LA COMPRÉHENSION QUE L'ON A DES ENJEUX INTERNATIONAUX, NOTAMMENT DES RELATIONS NORD-SUD?

Que font donc les organismes de solidarité et de coopération internationales (OCI)?

Les organismes québécois de solidarité et de coopération internationales œuvrent à l'éradication des causes de la pauvreté et à la construction d'un monde basé sur des principes de justice, d'inclusion, d'égalité et de respect des droits humains. Dans cette perspective, ils concrétisent des projets dans des pays du Sud qui visent le renforcement de la société civile, l'autonomisation des populations locales, le développement durable ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes. Leurs réalisations s'appuient sur la participation d'organismes partenaires locaux. Ils soutiennent également les actions de plaidoyer de leurs partenaires auprès des lieux de pouvoir susceptibles de transformer des structures légales, économiques ou politiques injustes. Au Québec, ils accomplissent diverses activités éducatives afin de développer la citoyenneté mondiale dans un monde de plus en plus interdépendant.

Les médias : une clé pour comprendre les enjeux internationaux

Les médias, principale source d'information des Québécoises et des Québécois, sont une clé pour comprendre les divers enjeux auxquels l'humanité - dont ils font partie - est confrontée. À cet égard, les médias peuvent jouer un rôle d'éducation important, le travail journalistique étant un constant et exigeant exercice de vulgarisation qui permet à la petite histoire de raconter la grande. Pensons à un reportage qui présente le projet d'une femme membre d'une coopérative en Afrique; son histoire sert d'illustration concrète aux problèmes économiques vécus par les femmes africaines, mais surtout aux solutions qu'elles déploient, notamment dans des structures démocratiques d'économie sociale.



Des mots aux connotations importantes



Dans ce monde aux inégalités structurelles, une minorité de personnes est privilégiée alors qu'une majorité vit de multiples oppressions. Pourtant, cette majorité n'attend pas, bras croisés, que des privilégiés viennent lui apprendre comment agir. C'est pour cette raison que l'on parle, notamment, de solidarité et de coopération internationales. Ainsi, le programme Québec sans frontières, qui permet à de jeunes Québécoises et Québécois de vivre un stage d'initiation à la solidarité internationale durant environ trois mois dans une communauté d'un pays du Sud, ne désigne pas les stagiaires comme des travailleurs humanitaires¹. Étonnamment, lors de l'attaque terroriste à Ouagadougou (Burkina Faso) en janvier 2016, c'est ainsi que furent désignés, dans les médias, les participantes et participants québécois qui ont tragiquement perdu la vie alors qu'ils séjournèrent dans ce pays dans le cadre d'un projet de solidarité. Il importe donc de rappeler que ce type de projets, même s'ils appuient concrètement des communautés, permettent surtout d'apprendre les uns des autres : il n'est pas question d'« assister » les populations locales, et surtout pas de les « sauver ». Le travail humanitaire et la coopération sont d'un autre ordre.

¹ L'aide humanitaire consiste en une aide d'urgence spécifique et technique (soins médicaux, latrines, distribution d'eau potable, par exemple) dans le cadre de catastrophes telles que des inondations, séismes, guerres, etc.

Les communautés du Sud, des inspirations de luttes et de réalisations

Le secteur de la solidarité et de la coopération internationales est en contact constant avec des mouvements sociaux créatifs, résilients et dynamiques : des femmes et des hommes d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes, du Moyen-Orient ou d'Asie qui sont organisés, réseautés, actifs, luttant contre les injustices et réalisant des projets constructifs. Des gens qui n'ont pas besoin de la charité des privilégiés, mais bien de la solidarité de toutes et tous pour la construction d'un monde plus juste. Or, quand les médias donnent-ils la parole à ces actrices et acteurs de changement? Quand présente-t-on leurs actions, leurs réalisations? Comment la population du Nord peut-elle appréhender les enjeux dans le respect et l'estime des personnes directement concernées si celles-ci sont sous-représentées? Ou encore si elles sont représentées comme des victimes, des assistées en attente d'un savoir-faire venu du Nord?

La mort kilométrique aux antipodes de la solidarité internationale

Force est de constater que les OCI peinent donc trop souvent à retrouver dans les médias les réalités qu'ils connaissent sur le terrain. À cet égard, un concept illustre parfaitement la situation : celui de mort kilométrique.

« Dans les écoles de journalisme, on enseigne la théorie de la mort ou du mort kilométrique depuis une dizaine d'années. Le principe est simple. Pour déterminer la valeur d'une nouvelle, il suffit de prendre le nombre de morts divisé par le nombre de kilomètres qui séparent l'auditoire de la nouvelle. Le résultat impliquera une plus grande attention à un mort au centre-ville de Montréal qu'à une tragédie qui aura coûté la vie d'une centaine de personnes au Pakistan.

Le fondement du raisonnement est simple : les médias appliquent à la lettre la loi de la proximité. Une nouvelle qui impliquera des citoyens québécois générera beaucoup plus d'attention.»

C'est ainsi que certaines guerres sont très médiatisées alors que d'autres sont gardées dans l'oubli. Pensons à ce qui se passe présentement au Yémen : ce conflit est l'un des plus sanglants de la planète et a détruit presque complètement le pays. Il y a un an, les bombardements avaient déjà fait plus de 10 000 morts, dont une moitié de civils. En d'autres mots, après 5 mois, le Yémen ressemblait à la Syrie après 5 ans. Cette situation représente un terreau fertile pour les différents groupes djihadistes. Ajoutons que le Canada a vendu des blindés à l'Arabie saoudite alors même que celle-ci est à la tête de la coalition armée qui bombarde le Yémen. Comment expliquer qu'on n'en entende si peu parler ?

Ce concept de mort kilométrique est également à géographie variable : alors que son calcul de base devrait favoriser la médiatisation des événements qui se déroulent plus près du Québec, on parlera beaucoup plus d'une prise d'otages à Sydney en Australie que d'actes de violence entourant les activités de minières canadiennes au Guatemala... La proximité culturelle semble donc jouer un rôle plus important dans le calcul de la mort kilométrique que l'implication d'entreprises de chez nous dans des violations des droits humains dans des communautés autochtones d'Amérique latine.

Les organismes de la société civile qui ont à cœur la solidarité internationale procèdent justement à l'inverse : toute vie humaine a une importance égale, où qu'elle soit dans le monde; tous les enjeux touchant les inégalités entre les êtres humains devraient donc avoir la même attention médiatique afin que la population les comprenne davantage et puisse agir pour les abolir.

Des obstacles majeurs

Les médias, des entreprises aux objectifs lucratifs

Les impératifs financiers et les objectifs des médias ne sont pas les mêmes que ceux poursuivis par les organismes de solidarité et de coopération internationales qui aspirent à fournir à la population une pleine analyse des enjeux sociaux. Un cercle vicieux s'installe : moins une population a accès à des informations pertinentes sur les enjeux internationaux, moins elle est suffisamment sensibilisée pour exiger davantage d'informations sur ces sujets.

Leurs clients, des producteurs-consommateurs

Le fait que la population soit peu encline à s'enquérir de ce qui se passe aux quatre coins du monde est aussi le reflet d'une société basée sur l'individualisme, où la personne est d'abord et avant tout perçue en fonction de ses capacités à produire et consommer des biens. De ce point de vue, l'importance des enjeux internationaux est reléguée aux oubliettes, sauf si ceux-ci menacent ses capacités.

La société occidentale moderne, imprégnée d'une culture coloniale

Pourquoi coloniale? Rappelons que la colonisation fait partie de notre histoire, mais aussi de notre présent. Au début du XX^e siècle, le colonialisme européen s'étendait sur la majeure partie de la planète basé autant sur une domination physique et matérielle qu'intellectuelle². Ce système, dont l'objectif premier était de s'approprier les ressources des terres colonisées, s'appuyait sur l'occupation par la force et le contrôle des territoires et populations. La colonisation fut également justifiée par la construction et la diffusion d'une conception occidentale de la connaissance. Cette vision du monde était raciste, en ce sens qu'elle se fondait sur un système de pensée qui hiérarchise les cultures et les sociétés de manière systématique.

De nos jours, le système économique repose toujours sur l'exploitation des ressources naturelles et des règles économiques qui avantagent les pays du Nord et siphonnent les capacités d'émancipation économiques du Sud. Et si aujourd'hui il n'est plus socialement acceptable de promouvoir une vision raciste du monde, percevoir l'Occident comme un modèle pour le reste du monde constitue encore malheureusement la norme. Cette perception n'est pas anodine quand vient le temps d'appréhender les enjeux internationaux, dans les médias comme ailleurs. Alors que les projets de coopération internationale partent des besoins exprimés par la population locale, en tenant compte de la culture locale, il est injustifié de parler des projets comme des solutions importées par des Occidentaux. Par exemple, le projet *Un Aguayo* pour un accouchement sans risque en Bolivie constitue un modèle de santé interculturelle, qui repose sur des

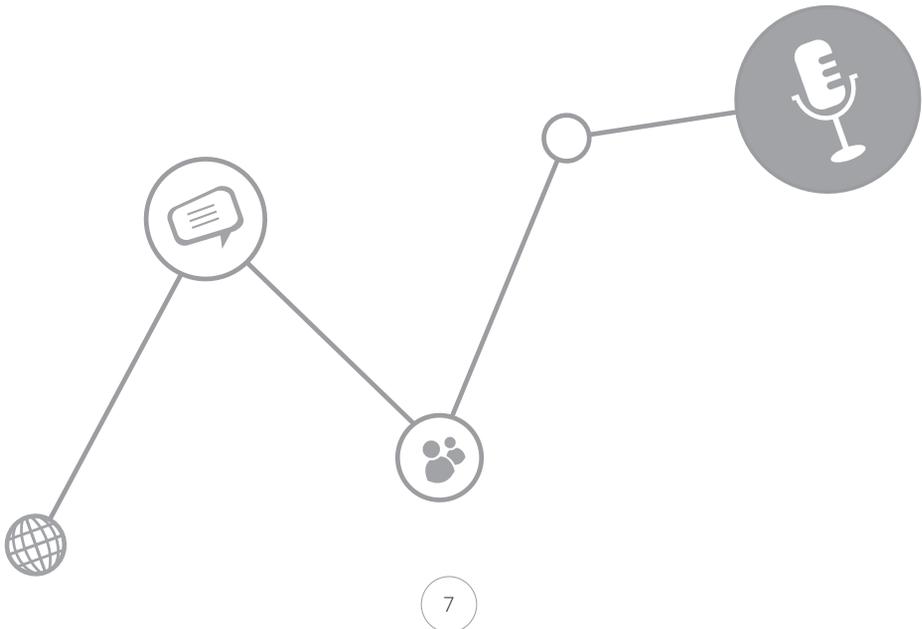
² Cette section s'inspire largement de *Mes salutations coloniales du Projet Accompagnement Québec-Guatemala*



principes de participation citoyenne : ce sont donc tous les membres de la communauté qui ont développé le projet. Celui-ci a permis d'améliorer la santé de plusieurs communautés boliviennes, en répondant aux besoins en santé maternelle des autochtones, en respectant leur culture et en facilitant les actions complémentaires entre la médecine ancestrale et occidentale.

Importance des organismes de solidarité et de coopération internationales

Les OCI sont une source d'information incontournable, tant pour la population que pour les médias. En effet, ayant établi des partenariats de longue date avec les communautés locales du Sud, ils sont en mesure de fournir des analyses de divers enjeux internationaux effectuées sous l'angle de la justice (économique, sociale, environnementale, etc.). Certes, la population peut s'informer directement auprès des OCI, mais ces derniers pourraient améliorer leurs compétences à communiquer efficacement avec les médias; et les médias pourraient s'y référer davantage.



RECOMMANDATIONS

Pour les médias :

- Couvrir davantage l'international, et pas seulement certaines guerres et certaines crises : les mouvements sociaux, la coopération internationale, les causes structurelles de la pauvreté, le dynamisme des populations du Sud, etc.
- Donner la parole aux personnes directement concernées et spécialistes des questions selon les régions : un agronome africain, une urbaniste latino-américaine, un syndicaliste haïtien, une immigrante magrétine qualifiée, etc.

Pour la population :

- Exercer un regard critique sur l'information fournie par les médias
- Varier ses sources d'information
- Consulter les médias alternatifs
- Consulter des organismes de la société civile

Pour les Organismes de coopération internationale (OCI):

- Mieux connaître et mieux comprendre les journalistes : comment travaillent-ils, de quoi ont-ils besoin? Comment les informations dont les OCI disposent peuvent-elles être utiles aux médias?
- Développer une construction « collaborative » de l'information (médias-OCI) qui pourrait aboutir à une divulgation plus proche de la réalité.

COURTE BIBLIOGRAPHIE

DE QUELS MÉDIAS LE QUÉBEC A-T-IL BESOIN? Collectif Essai québécois sous la direction de Marie-France Bazzo, Nathalie Collard et René-Daniel Dubois

Influence communication www.influencecommunication.com/fr

La fabrication du consentement de Chomsky (livre 1992)

La fabrication du consentement de Chomsky (documentaire 1992)

Une juste colère - Gil Courtemanche, un journaliste indigné de Martin Forgues

Petit guide d'autodéfense intellectuelle de Normand Baillargeon

Les Passagers clandestins - Métaphores et trompe-l'oeil de l'économie de Ianik Marcil